

BILAN CONSOLIDE HUIS CLOS					
en milliers d'euros	ANNEXE	31/12/2005	30/06/2005	31/12/2004	30/06/2004
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1	958	1 054	984	1 082
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2	7 010	8 502	9 166	12 466
ACTIFS FINANCIERS	3	523	506	506	470
CREANCES A LONG TERME					197
CREANCES D'IMPÔTS DIFFERES	4	6 207	1 052	3 591	463
ACTIFS NON COURANTS (1)		14 698	11 114	14 247	14 678
STOCKS	5	4 673	3 571	3 073	3 741
CREANCES COMMERCIALES	6	7 300	6 410	8 408	9 148
AUTRES CREANCES	7	2 007	3 087	2 407	5 581
VALEURS DISPONIBLES ET PLACEMENTS DE TRESORERIE	13	748	1 057	1 241	3 008
COMPTES DE REGULARISATION		1 905	592	698	624
ACTIFS COURANTS (2)		16 633	14 717	15 827	22 102
TOTAL DE L'ACTIF (1+2)		31 331	25 831	30 074	36 780
CAPITAL SOUSCRIT		1 500	1 000	1 000	1 000
RESERVES CONSOLIDEES		6 546	1 492	7 994	8 093
RESULTAT DE L'EXERCICE		-6 537	-7 748	-6 503	-3 395
ACTIONS PROPRES	9	-666	-1 541	-1 523	-1 518
FONDS PROPRES (3)	8	844	-6 797	968	4 180
PROVISIONS A LONG TERME	10	3 517	3 291	3 088	2 782
DETTES D'IMPÔTS DIFFERES	4				
DETTES FINANCIERES A LONG TERME	11	4 562	6 122	6 343	7 642
PASSIF NON COURANT (4)		8 079	9 413	9 431	10 424
DETTES FINANCIERES A COURT TERME	13	1 798	3 878	3 421	3 661
DETTES COMMERCIALES	14	12 161	11 013	11 555	11 990
DETTES FISCALES	15	767	1 013	652	1 326
DETTES SOCIALES	15	7 532	7 061	3 817	5 108
AUTRES DETTES		147	250	230	91
COMPTES DE REGULARISATION		4			
PASSIF COURANT (5)		22 409	23 215	19 675	22 176
TOTAL DU PASSIF (3+4+5)		31 331	25 831	30 074	36 780

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE HUIS CLOS					
en milliers d'euros	ANNEXE	31/12/2005	30/06/2005	31/12/2004	30/06/2004
CHIFFRE D'AFFAIRES		86 071	41 098	88 578	47 967
AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE					
ACHATS CONSOMMES		-21 617	-10 766	-21 648	-11 633
CHARGES DE PERSONNEL		-42 905	-20 425	-42 965	-23 633
CHARGES EXTERNES		-26 512	-13 448	-27 279	-14 785
IMPÔTS ET TAXES		-1 999	-981	-2 037	-953
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS		-2 092	-1 051	-2 843	-1 459
DOTATIONS AUX PROVISIONS		-924	-212	-410	-193
VARIATION DES STOCKS DE PRODUITS FINIS ET EN COURS		280	307	-219	-58
AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION		414	-32	218	-150
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		-9 283	-5 510	-8 605	-4 897
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS			-103		
RESULTAT OPERATIONNEL		-9 283	-5 613	-8 605	-4 897
PRODUITS DE TRESORERIE ET D'EQUIVALENTS DE TRESORERIE		23	7	47	32
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT		-482	-284	-415	-227
COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		-460	-277	-368	-195
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS		20	3	-25	14
CHARGE D'IMPÔT		3 186	-1 861	2 495	1 683
RESULTAT NET		-6 537	-7 748	-6 503	-3 395
RESULTAT PAR ACTION (1)		-5,71	-8,14	-6,83	-3,56
RESULTAT DILUE PAR ACTION					

(1) 1 000 000 d'actions jusqu'au 31/08/2005 puis 1 500 000 actions suite augmentation de capital

Nombre moyen d'actions sur l'exercice 2005 = (1 000 000 x 8/12) + (1 500 000 x 4/12) soit 1 166 667 - 22 277 (autodétention) soit 1 144 390 actions nettes.

Nombre moyen d'actions sur l'exercice 2004 = 1 000 000 - 47 330 (autodétention) soit 952 670 actions nettes.

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE (en KE)	12/05	06/05	12/04	06/04
Résultat net consolidé	-6 561	-7 749	-6 503	-3 396
- Amortissements et Provisions	5 110	1 246	3 141	1 544
- Charge d'impôt (dont les impôts différés)	-3 972	2 670	-2 009	-261
- Plus values de cession	846	36	608	0
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	-4 577	-3 796	-4 763	-2 113
Variation nette :				
- Stock	-1 600	-498	1 102	434
- Avances et acomptes versés	685	517	-73	592
- Créances clients nettes	1 108	1 998	28	-692
- Autres créances d'exploitation	-807	-538	-1 262	-3 179
- Emprunts et dettes financières divers	-1 788	114	1 297	714
- Avances et acomptes reçus	494	190	1 357	171
- Fournisseurs et comptes rattachés	-573	-1 419	-463	472
- Dettes d'exploitation	3 753	3 623	-2 826	-998
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	1 270	3 988	-840	-2 486
Flux net de trésorerie généré par l'activité (1)	-3 307	192	-5 603	-4 599
<u>OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-1 199	-798	-1 224	-1 807
Acquisitions d'immobilisations financières	-17		-130	-53
Cessions d'immobilisations	442	313	1 106	313
Incidence des variations de périmètre				
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (2)	-774	-485	-248	-1 547
<u>OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>				
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	0	0	-958	-958
Ajustements	-105		-136	-196
Actions propres	-553			
Augmentation capital	5 864			
Souscription d'emprunts	868	868	2 452	1 292
Remboursements d'emprunts	-2 649	-1 091	-4 280	-1 820
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement (3)	3 425	-223	-2 922	-1 683
<u>Variation de trésorerie (B) - (A) = (1) +(2) + (3)</u>	<u>-655</u>	<u>-516</u>	<u>-8 772</u>	<u>-7 828</u>
Trésorerie d'ouverture (A)	-394	-394	8 378	8 378
Trésorerie de clôture (B)	-1 050	-911	-394	550

Annexe aux comptes consolidés annuels du 31 décembre 2005

1 Informations générales

Activité du Groupe

La société, créée en 1990, cotée au marché Eurolist d'Euronext Paris depuis juillet 2001, a pour objet la commercialisation, la fabrication et la pose de volets, portes, fenêtres et systèmes de fermetures destinés à la construction ou à la rénovation de bâtiments à usage industriel, commercial ou d'habitation.

Cette activité passe par une chaîne de magasins intégrés qui s'adressent en priorité, via la vente directe, à une clientèle de particuliers, dans le cadre de la réhabilitation de leur habitation principale, en leur proposant un service à domicile (métrage, livraison et pose pris en charge).

Le métier de la société consiste donc en la rénovation de toutes les ouvertures (fenêtres, portes, stores, portails, clôtures, portes de garage), quelque soit le matériau demandé (PVC, bois, aluminium, métal).

La commercialisation passe par une force commerciale de près de 600 VRP selon des méthodes de prospection et de vente formalisées, diversifiées et éprouvées :

- un service formation intégré
- des supports de travail codifiés
- des sources de prospection diversifiées (galeries marchandes, marchés, foires, porte à porte, comités d'entreprise, contacts passifs...)
- expérience de 15 ans en vente directe

La commercialisation passe par un maillage national de 100 magasins qui servent de lieu d'encadrement des VRP, qui assoient la notoriété locale de la marque et qui crédibilisent l'offre service grâce à l'avantage de proximité.

Le groupe cherche à commercialiser en priorité des produits PVC et des volets roulants car ils sont majoritairement fabriqués en interne dans les usines du groupe, situées au Havre.

Faits caractéristiques de l'exercice

Les principaux faits marquants de l'exercice qui sont relatés plus précisément dans les présentes et dans le rapport de gestion sont les suivants :

- Eviction de la Direction Générale nommée en 2003
- Reprise de la Direction par le Président Fondateur, René BERTIN
- Restauration de la force de vente et redressement de l'activité
- Augmentation de Capital de 6 Me en Août 2005

Evènements postérieurs à la période

PRISE DE PARTICIPATION DANS LA SOCIETE EUROPEENNE DE CHAUFFAGE

La société Huis Clos, dans le cadre du développement de l'activité « Rénovation de Chauffage électrique » a pris une participation à hauteur de 100 %, avec effet au 1^{er} janvier 2006, dans le capital de la société à responsabilité limitée dénommée « SOCIETE EUROPEENNE DE CHAUFFAGE » (S.E.C.), au capital de 101.000 Euros, dont le siège social se situe au VAUDREUIL (27100) – 25, rue du Pont Vert, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EVREUX sous le numéro 402 141 725, et ayant pour objet la commercialisation, l'achat, la vente de tous équipements, matériels et matériaux pour la maison et le bâtiment, ainsi que l'étude de toutes prestations de services y afférent.

CONSTITUTION DE LA SOCIETE HC MANAGEMENT

Les sociétés Huis Clos, Isoplas et Logi Fermetures ont constitué, le 15 décembre 2005, une société par actions simplifiée dénommée « HC MANAGEMENT », au capital de 50.000 Euros, dont le siège social se situe au MONT SAINT AIGNAN (76130) – 35, Square Raymond Aron, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ROUEN sous le numéro 485 352 199, et ayant pour objet le gouvernement d'entreprises, la gestion, direction, administration des sociétés membres du groupe constitué ainsi que la réalisation de prestations de services de toute nature, techniques, administratifs, comptables, commerciaux et autres. Cette entité a intégré depuis le 1^{er} janvier 2006 les salariés qui, dans leurs fonctions, opèrent pour l'ensemble des sociétés du groupe. A compter de 2006, cette société de moyens refacturera des prestations internes au groupe à chaque entité.

AUTRES EVENEMENTS

Pour les besoins de continuité de l'exploitation et de stabilisation de ses perspectives futures, le groupe a également négocié auprès de ses banques le maintien de ses autorisations de découvert et l'actionnaire principal entend procéder à des apports de trésorerie en compte courant, dans le cadre des engagements pris lors de l'augmentation de capital définis dans la note d'opération du 2 août 2005. Les prévisions de trésorerie, qui répondent aux besoins de continuité de l'exploitation, sont établies dans l'hypothèse du maintien sur les douze prochains mois, par les établissements bancaires, de leurs lignes de crédit ainsi que de leurs autorisations de découverts (3,8 Me) et après prise en compte d'accords relatifs à l'étalement de certaines dettes sociales et fiscales. Aucune nouvelle augmentation de capital n'est envisagée à court terme, afin d'éviter toute dilution des actionnaires extérieurs.

2 Règles et méthodes comptables

2.1 Base de préparation des états financiers

Tous les montants des tableaux sont exprimés en milliers d'euros, sauf indications spécifiques.

Le Groupe HUIS CLOS, ci-après nommé le Groupe, désigne la société HUIS CLOS, ci-après nommée la société, et ses filiales.

Les états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration du 18 avril 2006.

Les états financiers consolidés ont été établis en conformité avec les IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Ces états financiers consolidés sont les premiers établis selon le référentiel IFRS. Les dispositions d' IFRS 1 (première application des normes internationales d'information financière) ont été appliquées.

L'impact de la transition aux IFRS est analysé dans la note 5 – Transition aux IFRS ;

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue.

Les principaux postes du bilan concernés par ces estimations sont :

- Les impôts différés actifs
- Les frais de développement immobilisés
- Les stocks
- Les dépréciations d'actifs
- Les provisions

Les méthodes exposées ci dessous ont été appliquées de façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés, ainsi que pour la préparation du bilan d'ouverture en IFRS au 1^{er} janvier 2004 pour les besoins de la transition aux IFRS.

2.2 Principes de consolidation

La consolidation est effectuée sur la base des documents et comptes sociaux arrêtés et retraités afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables mentionnés.

Les entités dans lesquelles le groupe détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote ou exerce un contrôle effectif, sont consolidées par intégration globale. Le contrôle effectif existe lorsque la société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles afin d'obtenir des avantages de l'activité.

Le groupe ne comprend que des sociétés consolidées par intégration globale (voir 3 – Périmètre de consolidation).

Les soldes bilanciaux, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

2.3 Immobilisations incorporelles

Les éléments dont il est probable que les avantages économiques futurs qui leur sont associés iront à l'entreprise et qui peuvent être évalués de façon fiable sont comptabilisés en immobilisations. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements (voir note 4.1 ci-dessous) et du cumul des pertes de valeur (voir méthode comptable décrite en note 2.8 Dépréciation des actifs).

Logiciels de gestion :

Les logiciels de gestion acquis sont amortis linéairement sur une durée comprise entre trois et cinq ans, de même que les frais de développement internes ou externes engagés pour leur mise en œuvre.

Les coûts de développement liés à certains logiciels développés en interne ont été activés car ils répondent aux critères d'activation énoncés par la norme IAS 38. Ces coûts de développement, ayant une durée d'utilisation définie, sont amortis en linéaire sur 5 ans (meilleure estimation de la durée probable d'utilisation d'un projet)

Le coût de développement des logiciels par le groupe pour lui-même comprend les consommables directs et le coût de la main d'œuvre (salaires et charges sociales).

Droits aux baux :

Les droits aux baux sont amortis sur la durée attendue de la location, soit en général 9 ans.

2.4 Immobilisations corporelles

Les éléments dont il est probable que les avantages économiques futurs qui leur sont associés iront à l'entreprise et qui peuvent être évalués de façon fiable sont comptabilisés en immobilisations. Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements (voir note 4.1 ci-dessous) et du cumul des pertes de valeur (voir méthode comptable décrite en note 2.8 Dépréciation des actifs).

Le coût d'un actif produit par le groupe pour lui-même comprend le coût des matières premières et de la main d'œuvre.

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

Les contrats de crédits-baux ayant pour effet de transférer au groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrats de location financement et figurent en immobilisations corporelles, avec en contrepartie une dette financière. Les immobilisations ainsi constatées sont amorties selon les mêmes modalités que celles applicables aux biens acquis en pleine propriété.

Les contrats de « Location Longue Durée » qui touchent essentiellement le matériel de transport n'ayant pas pour effet de transférer au groupe la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif sont imputés en charge d'exploitation.

Les durées d'amortissements sont déterminées selon les durées d'utilité attendues par l'entreprise pour les actifs concernés, dans les meilleures conditions de fonctionnement et d'utilisation. Le mode d'amortissement retenu est le mode linéaire qui correspond le mieux au rythme de consommation des avantages économiques attendus.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- bâtiments et constructions : les murs et couvertures 30 ans, le gros œuvre 20 ans
- agencements, aménagements des constructions : travaux d'agencements 10 ans ; travaux de peinture 5 ans
- installations techniques, matériel et outillage :
machines industrielles 15 ans, outillage industriel 8 à 20 ans, outillage à main 3 ans
- agencements, aménagements divers :
agencement des magasins 7 ans, autres agencements entre 5 et 10 ans
- matériel de transport : 3 à 5 ans
- matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans ;
- meuble de bureau : 10 ans.

Le groupe n'a pas identifié de valeur résiduelle significative pour ses immobilisations corporelles.

2.5 Autres actifs financiers

Ce poste comprend essentiellement les cautions ou dépôts de garantie versés dans le cadre de l'occupation des locaux industriels et commerciaux, en tant que locataire. Ils sont comptabilisés à leur coût amorti et font l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur.

Les dépôts et cautionnements constituent des actifs financiers émis et non détenus à des fins de transactions. Ils sont par conséquent évalués après leur comptabilisation initiale au coût actualisé. La durée du bail concerné a été retenue comme période d'actualisation. Le taux d'actualisation utilisé est de 4,5 %

2.6 Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le coût des stocks comprend :

- Les stocks de matières premières sont valorisés sur la base de leur dernier coût d'achat qui peut inclure des coûts accessoires d'approvisionnement.
- Les produits finis et les en-cours de production sont valorisés sur la base du coût de production, comprenant le dernier coût d'achat et les charges directes et indirectes de production, en fonction d'un pourcentage d'avancement.

Des provisions sont constituées pour les références dont la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur d'inventaire.

La faible dépréciation des stocks s'explique par le fait que les produits finis sont fabriqués sur mesure et sont donc destinés à un client final connu. Les quelques produits supérieurs à un an ne sont plus valorisés.

Le turnover des matières premières est suffisamment important pour éviter la création de stocks « morts » significatifs.

2.7 Créances clients

Les créances clients et autres débiteurs sont évaluées à leur juste valeur, qui correspond en général à leur valeur nominale sauf si l'effet d'actualisation est significatif, lors de la comptabilisation initiale. Puis ces créances sont ensuite évaluées au coût amorti diminué du montant des pertes de valeurs pour tenir compte des difficultés de recouvrement.

Des provisions sont systématiquement constituées sur les créances de plus de 12 mois, par une appréciation au cas par cas du risque de recouvrement des créances en fonction de leur ancienneté, du résultat des relances effectuées.

2.8 Dépréciation des actifs incorporels et corporels

Les valeurs comptables des actifs incorporels et corporels sont examinés à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait subi une perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés. Pour un actif qui ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle appartient l'actif.

A cette fin, le groupe Huis Clos a identifié cinq Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) pour lesquelles des paramètres de valorisation ont été définis afin de mettre en place des tests d'impairment. Ces UGT ont été définies au niveau des entités suivantes : Huis Clos (à laquelle est rattachée la SCI RB1), Isosud, Logi particulier, Isoplas et Logi Fermetures.

Au 01/01/2004 (en fonction des estimations à cette date), le groupe n'a décelé aucun indice de perte de valeur et n'a donc pas réalisé de test de dépréciation. Il est à noter que le groupe Huis Clos n'est pas concerné par les immobilisations devant faire systématiquement l'objet d'un test de dépréciation : immobilisations incorporelles non encore en service ou dont la durée de vie est indéfinie, goodwill et immobilisations destinées à être cédées (pas de valeur significative au bilan).

Au 31/12/2004 (en fonction des estimations à cette date) et au 31/12/2005, le groupe a détecté un indice de perte de valeur et a donc effectué un test de dépréciation sur la base d'un business plan à horizon 5 ans. Celui-ci permet de conclure qu'il n'y a pas lieu de procéder à une dépréciation.

2.9 Capital

Le capital social de la société Huis Clos (société mère) est constitué de 1 500 000 actions au prix nominal d' 1 euro.

La société Huis Clos a procédé, en août 2005, à une augmentation de capital de 6 Me par émission de 500 000 actions supplémentaires au prix de 12 euros l'unité. Le produit net s'est élevé à 5 837 Ke, déduction faite des frais engagés, 500 Ke ont été affectés en capital social et 5 337 Ke en prime d'émission.

Les titres d'auto détention sont présentés en diminution des capitaux propres pour leur prix d'acquisition. La provision constatée dans les comptes sociaux est retraitée en consolidation.

2.10 Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Provisions pour litiges clients

Dès lors qu'un client exerce un contentieux, le groupe constitue une provision déterminée en fonction des réclamations du client et de l'évaluation du risque encouru par le service juridique du groupe.

Provisions pour litiges prud'homaux

Dès lors qu'un ancien salarié exerce un contentieux pour un événement survenu avant la clôture de l'exercice, le groupe constitue une provision déterminée en fonction des réclamations du salarié et de l'évaluation du risque encouru par le service juridique du groupe.

Provision pour SAV

Le groupe peut engager des coûts de SAV sur les produits qu'il fabrique et qu'il pose, dans le cadre des garanties accordées dans les contrats de vente : 10 ans pour les dormants et 2 ans pour les ouvrants et la quincaillerie.

Une analyse historique a permis de déterminer les engagements du groupe en la matière. Cette analyse a permis de déterminer, de manière prospective, les engagements futurs du groupe en terme de SAV. Les années N+3, N+4 et N+5 ont été pondérées de respectivement 60%, 40% et 20%, afin de tenir compte de l'évolution de la politique actuelle, visant à une nette amélioration de la qualité et de la rentabilité de notre service après-vente. En particulier, cette politique vise à interdire tout SAV non facturé, au delà de la période de garantie. Si cette pondération n'avait pas été appliquée, la provision aurait été de 2,4 M€ au lieu de 1,7 M€..

Ce coût de SAV comprend une part d'achats matières et une part de main d'œuvre technique nécessaires aux interventions.

Le coût de la sous-traitance SAV n'a pas été retenu dans ce calcul car, contrairement à ce qui a été pratiqué au cours de l'année 2004, toutes les interventions SAV sont désormais assurées par du personnel technique interne.

2.11 Avantages au personnel

L'obligation du groupe au titre de régimes à prestations définies est évaluée en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel en échange des services rendus au cours de la période présente et des périodes antérieures. Ce montant est actualisé pour déterminer sa valeur actuelle. Les calculs sont effectués par un actuaire qualifié en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Tous les écarts actuariels au 1^{er} janvier 2004, date de transition aux IFRS, ont été comptabilisés.

L'assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 2005 a autorisé au Conseil d'Administration, pour une durée de 38 mois, l'octroi d'attribution d'actions gratuites en faveur des salariés et mandataires sociaux du groupe dans la limite de 10% du capital social.

Un premier plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place à cette même date par le Conseil d'Administration et concerne 20 salariés cadres. Il porte sur 54 000 titres qui seront définitivement attribués à la date du 15 février 2008 dans les conditions du règlement du plan. Une charge de personnel, correspondante à l'évaluation de cet avantage, sera étalée sur la période d'acquisition des droits et comptabilisée en contrepartie d'un compte de réserves sur les exercices 2006 et 2007. Celle-ci aura donc un impact en résultat mais aucun effet sur le montant net des capitaux propres.

La Direction confirme son intérêt dans cette formule d'intéressement de son personnel aux résultats et à l'expansion de l'entreprise. Elle envisage, en conséquence, de poursuivre en ce sens.

2.12 Fournisseurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

2.13 Produits

Les produits provenant de la vente de biens sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

2.14 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (ou produit) d'impôt exigible et la charge (ou produit) d'impôt différé.

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toute les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différés repose sur la façon dont le groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que le groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Cette probabilité est estimée sur la base de prévisions d'activité et de résultat établies par la direction générale et financière du groupe.

Les passifs d'impôt différé sont compensés avec les actifs d'impôt différé chaque fois qu'une législation particulière autorise une entité à se constituer seule redevable de l'impôt pour un ensemble de sociétés (intégration fiscale).

2.15 Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du groupe qui est engagée soit dans la fourniture de produits ou services liés (secteur d'activité), soit dans la fournitures de produits ou de services dans un environnement économique particulier (secteur géographique) qui est exposé à des risques et une rentabilité différents de ceux des autres secteurs.

Le groupe n'a défini qu'une seule activité sectorielle dont l'objet est la fabrication et la fourniture d'éléments de rénovation de l'habitat, principalement éléments de fermeture, destinés à une clientèle de particuliers. Cette activité s'exerce uniquement sur le territoire national.

2.16 Résultat par action

Le résultat net par action sur capital de base est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion des actions détenues en propre par la société.

3 Périmètre de consolidation

La consolidation porte sur les sociétés du Groupe référencées IG (Intégration Globale) dans le tableau des sociétés consolidées ci-dessous.

Une nouvelle société, la SAS HC Management, a été créée le 15 décembre 2005 entre les sociétés du groupe. Cette entité a intégré depuis le 1^{er} janvier 2006 les salariés qui, dans leurs fonctions, opèrent pour l'ensemble des sociétés du groupe. A compter de 2006, cette société de moyens refacturera des prestations internes au groupe à chaque entité.

Aucune autre variation de périmètre n'est intervenue en 2004 et en 2005.

Toutes les sociétés clôturent leurs comptes au 31 décembre.

ENTREPRISES	Contrôle	METHODE	SIRET	SIEGE SOCIAL	% Détenion
HUIS CLOS SA	Mère	INTEGRATION GLOBALE	37846028100017	76130 Mont Saint Aignan	
ISOPLAS SAS	100%	INTEGRATION GLOBALE	35308001380012	76700 Harfleur	100%
LOGI FERMETURES SARL	100%	INTEGRATION GLOBALE	42860800400027	76700 Rogerville	100%
LOGI PARTICULIER SARL	100%	INTEGRATION GLOBALE	40405213600029	76130 Mont Saint Aignan	100%
SCI RB1	100%	INTEGRATION GLOBALE	38977360700012	76130 Mont Saint Aignan	100%
ISO SUD SAS	100%	INTEGRATION GLOBALE	38765531900011	69280 Ste Consorce	100%
HC MANAGEMENT SAS	100%	INTEGRATION GLOBALE	48535219900015	76130 Mont Saint Aignan	100%
HUIS CLOS ESPAGNE	100%	INTEGRATION GLOBALE		Barcelone	100%

4 Notes annexes

4.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

Valeurs brutes (en K€)	31/12/04	Acquisitions	Virement	Cessions	31/12/05
Ecarts d'acquisitions					
Frais d'établissement, de recherche	404			8	397
Autres postes immob. incorporelles	1 604	429		102	1 931
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 008	429		109	2 328
Constructions, agencements et aménagements	5 916	92	1	1 446	4 562
Installations techniques, outillage	4 063	301	71	330	4 106
Install. Générales, matériel de transport, de bureau	5 860	364		1 507	4 717
En cours	72	14	-72		14
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 912	770		3 283	13 399
	17 920	1 199		3 392	15 726

Amortissements (en K€)	31/12/04	Dotations	Virement	Reprises	31/12/05
Ecarts d'acquisitions					
Frais d'établissement, de recherche	404			8	397
Autres postes immob. incorporelles	691	352		71	973
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 095	352		78	1 369
Constructions, agencements et aménagements	2 382	540		678	2 244
Installations techniques, outillage	1 272	298		147	1 423
Install. Générales, matériel de transport, de bureau	3 020	903		1 201	2 722
En cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 674	1 741		2 026	6 389
	7 769	2 093		2 104	7 758

Valeurs Nettes (en K€)	31/12/04	31/12/05
Ecarts d'acquisitions		
Frais d'établissement, de recherche	0	0
Autres postes immob. incorporelles	912	958
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	912	958
Constructions, agencements et aménagements	3 534	2 318
Installations techniques, outillage	2 791	2 683
Install. Générales, matériel de transport, de bureau	2 841	1 995
En cours	72	14
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 238	7 009
	10 150	7 968

Aucune perte de valeur n'a été enregistrée au titre de l'exercice.

4.2 Autres actifs financiers

IMMOBILISATIONS FINANCIERES (en K€)	31/12/04	Acquisitions	Actualisation	Sorties	31/12/05
Valeurs brutes	620	41		60	601
Actualisation Financière	114		36		78
VALEURS NETTES	506	41	36	60	523

4.3 Créances d'Impôt Différé

	2005	2004
Carry Back	1 423	1 423
IFA et Acomptes Versés	74	837
Sur Différences Temporaires d'Imposition	- 230	- 272
Sur Report Déficitaire	4 940	1 603
Valeur nette	6 207	3 591

4.4 Stocks

	2005	2004
Matières premières	3 375	2 089
Produits finis et en cours	1 409	1 013
Valeur brute	4 784	3 102
Matières premières	111	29
Produits finis et en cours		
Dépréciation	111	29
Matières premières	3 264	2 060
Produits finis et en cours	1 409	1 013
Valeur nette	4 673	3 073

4.5 Clients

	2005	2004
Clients et comptes rattachés	8 274	8 995
Valeur brute	8 274	8 995
Clients et comptes rattachés	974	587
Dépréciation	974	587
Clients et comptes rattachés	7 300	8 408
Valeur nette	7 300	8 408

4.6 Autres créances

	2005	2004
créances sociales	177	416
créances fiscales	1 485	1 655
débiteurs divers	586	526
Valeur brute	2 248	2 597
débiteurs divers	241	190
Dépréciation	241	190
créances sociales	177	416
créances fiscales	1 485	1 655
débiteurs divers	345	336
Valeur nette	2 007	2 407

4.7 Capitaux propres

Réserves groupe conso. 31/12/2004	968
Résultat consolidé au 31/12/2005	- 6 537
Augmentation de capital	5 837
Actions propres	855
MV sur actions propres	- 302
Ajustements	23
Réserves groupe conso 30/06/2005	844

La société Huis Clos a procédé, en août 2005, à une augmentation de capital de 6 Me par émission de 500 000 actions supplémentaires au prix de 12 euros l'unité. Le produit net s'est élevé à 5 837 Ke, déduction faite des frais engagés, 500 Ke ont été affectés en capital social et 5 337 Ke en prime d'émission.

ACTIONS AUTO-DETENUES

	2005	2004
Actions détenues au 1er janvier	47 330	42 332
Nombre d'actions acquises	4 539	4 998
Nombre d'actions cédées	29 592	
Actions détenues à la clôture	22 277	47 330
Cours moyen d'achat au 1er janvier	32,18	31,30
Cours moyen des achats de l'exercice	17,85	41,58
Cours moyen des ventes de l'exercice	16,27	
Cours moyen d'achat à la clôture	29,89	32,32
Valeur à l'ouverture	1 523	1 325
Valeur d'achats des acquisitions de l'exercice	81	198
Valeur d'achats des cessions de l'exercice	938	
Valeur à la clôture	666	1 523

4.8 Provisions

	2004	dotation	reprise utilisée	reprise non utilisée	2005
Litiges Clients	274	105	100		279
SAV	1 290	448			1 738
prud'hommes	1 184	1 072	1 194		1 063
engagements retraite	339	98			437
Valeur brute	3 088	1 723	1 294	0	3 517

4.9 Avantages au personnel

Provision pour départ en retraite (en euros)

	DBO 31/12/04	Current service cost	Interest cost	Gains actuariels	DBO 31/12/05
GROUPE	339 304	67 895	15 269	15 010	437 478
Huis Clos	258 172	51 234	11 618	-2 529	318 494
Isoplas	57 020	11 157	2 566	5 255	75 999
Isosud	13 292	2 698	598	4 729	21 317
Logi Fermeture	10 820	1 843	487	3 077	16 227
Logi Particulier	0	963	0	4 478	5 441

La valorisation des engagements de retraite au 31 décembre 2005 au titre de l'indemnité de fin de carrière pour les personnels des sociétés du Groupe repose sur les hypothèses actuarielles suivantes :

Taux de turn over	Selon âge, statut et activité
Age de départ à la retraite	65 ans
Taux d'évolution des salaires à LT	2,5 % non-cadres, 3% cadres
Taux d'actualisation financière	3,75 %

Le mécanisme du corridor n'est pas retenu par le groupe.

4.10 Dettes financières à long terme

	2005	2004
Emprunts bancaires		
emprunts souscrits à l'ouverture	4 766	3 918
nouvelles souscriptions	750	2 000
remboursements	1 619	1 152
emprunts souscrits à la fermeture	3 897	4 766
Emprunts liés aux leasings		
emprunts souscrits à l'ouverture	1 566	4 246
nouvelles souscriptions	118	
remboursements	1 022	2 680
emprunts souscrits à la fermeture	662	1 566
Autres	3	10
Dettes financières long terme	4 562	6 342

4.11 Dettes financières à court terme

	2005	2004
valeurs mobilières de placement		18
disponibilités	748	1 223
Trésorerie active	748	1 241
Concours bancaires	-1 798	-1 635
Comptes courants associés		-1 786
Trésorerie passive	-1 798	-3 421
Trésorerie nette	-1 050	-2 180

4.12 Dettes commerciales

	2005	2004
Fournisseurs	8 786	8 673
Avances et acomptes reçus	3 375	2 882
Total	12 161	11 555

4.13 Informations sectorielles

Le groupe n'a défini qu'une seule activité sectorielle dont l'objet est la fabrication et la fourniture d'éléments de rénovation de l'habitat, principalement éléments de fermeture, destinés à une clientèle de particuliers. Cette activité s'exerce uniquement sur le territoire national.

4.14 Effectifs

Evolution des effectifs présents en fin d'exercice

	Huis Clos		Logi Part.		Isoplas		Logi Ferm.		Isosud		Groupe	
	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004
Cadres	54	69	1	1	2	2			2	2	59	74
Etam	283	337	2		31	31	5	5	4	4	325	377
VRP	639	454									639	454
Ouvriers		2			65	69	12	17	8	9	85	97
Total	976	862	3	1	98	102	17	22	14	15	1 108	1 002

4.15 Impôts

Résultat Conso au 31/12/2005	- 6 537
IS Exigible	227
Variation IS Différé	- 3 412
Résultat Conso Avant impôt	- 9 722
Charges non déductibles	302
Frais Augmentation de Capital	-163
Total	-9 583
% Impôt	33,83%
Impôt (Base x Taux)	-3 242
Impôt forfaitaire perdu	72
différences de taux	- 16
Impôt Consolidé	-3 186

4.16 Résultat financier

	2005	2004
Intérêts Emprunts	- 210	- 191
Intérêts Crédits Baux	- 57	- 166
Intérêts C/Courants	- 54	- 24
Agios Bancaires	- 162	- 33
Escomptes Obtenus	20	14
Produits Financiers	3	32
Total	- 460	- 368

4.17 Engagements hors bilan

Engagements reçus : la société ne bénéficie d'aucun engagement reçu.

Engagements donnés :

	moins 1 an	1 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Nantissements	2 125	1 189		3 314
Cautions	68			68
contrats de leasing	502	160		662
Garanties	76			76
Total	2 771	1 349	0	4 120

Deux contrats d'emprunt font état de covenants financiers :

1^{er} cas : emprunt de 1 500 K€, de 2002, présentant un solde de 564 K€
 « le crédit deviendra immédiatement exigible et de plein droit sans mise en demeure préalable en cas d'inobservation ou défaut d'exécution des conditions ci après :
 dettes financières/fonds propres+ comptes courants d'associés<1
 dettes financières nette/CAF<3 »

2nd cas : emprunt de 381 K€, de 2001, présentant un solde de 167 K€
 « tant que l'emprunteur sera débiteur en vertu des présentes, il devra :
 maintenir un total fonds propres > ou égal à 4 573 K€ et un fonds de roulement >0, calculés sur le bilan consolidé
 fonds propres/ total bilan >20%
 total dettes moyen et long terme + CB retraité/ fonds propres <1
 total dettes moyen et long terme + CB retraité/ CAF <4
 frais financiers (corrigeés du CB)/ EBE<30% »

Bien que ces covenants ne soient pas respectés au 31/12/2005, les établissements financiers concernés n'ont pas réclamé un remboursement anticipé.

4.18 Rémunération des organes de direction

Conformément à la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001, nous vous précisons l'ensemble des rémunérations perçues par les mandataires sociaux de la société Huis Clos :

	Exercice 2005	Exercice 2004
Monsieur René BERTIN	146 351 euros	146 351 euros
Madame Claudine BERTIN	-	-
Monsieur Jean Charles GALLI	-	24 392 euros
TOTAL	146 351 euros	170 743 euros

4.19 Résultat par action

	2005	2004
Nombre d'actions composant le Capital Social (1)	1 166 667	1 000 000
Nombre d'actions auto-détenues au 31/12	- 22 277	- 47 330
Nombre net d'actions	1 144 390	952 670
Résultat de l'exercice	- 6 537	- 6 503
Résultat par Action (en euros)	- 5,71	- 6,83

(1) 1 000 000 d'actions jusqu'au 31/08/2005 puis 1 500 000 actions suite augmentation de capital
 Nombre moyen d'actions sur l'exercice 2005 (1 000 000 x 8/12) + (1 500 000 x 4/12) soit 1 166 667.

5 Transition aux IFRS

Les comptes consolidés du groupe publiés avant l'exercice 2005 étaient établis conformément aux principes comptables applicables en France, et en conformité avec les dispositions du règlement CRC n° 99-02.

Les comptes 2004 ont été retraités en conformité avec le référentiel IFRS afin de procurer une information comparative. Le tableau ci dessous présente le rapprochement entre les capitaux propres en principes comptables français et les capitaux propres en normes IFRS au 01/01/2004 et au 31/12/2004, ainsi que le rapprochement du résultat 2004 :

(En Euros)	01/01/2004	Résultat 2004	Dividendes	Changement méthode	Titres autocontrôle	31/12/2004
Capitaux propres en principes comptables français	9 800 036	-7 091 446	-957 668	-102 116		1 648 806
Immobilisations incorporelles						
frais d'établissement	-70 750	35 703				-35 047
coûts de développement	104 923	77 644				109 822
droits aux baux	-108 159	-9 261				-117 420
Immobilisations corporelles	947 750	46 394				1 066 889
Stocks matériel exposition	-195 839	56 875				-138 964
Instruments financiers						0
dépôts et cautions	-135 160	21 433				-113 727
provision s/ titres d'autocontrôle		629 116				629 116
Charges à répartir	-156 228	38 018				-118 210
Total des ajustements IAS/IFRS avant impôt	386 537	895 922				1 282 459
Effet d'impôt sur les ajustements IAS/IFRS	-132 711	-307 374				-440 085
Total des ajustements IAS/IFRS après impôt	253 826	588 548				842 374
titres d'autocontrôle	-1 324 992				-197 674	-1 522 666
Capitaux propres en normes IFRS	8 728 870	-6 502 898	-957 668	-102 116	-197 674	968 514

Selon les dispositions prévues par la norme IFRS 1, le groupe Huis Clos a retenu les choix suivants quant au retraitement rétrospectif des actifs et des passifs selon les normes IFRS :

- Regroupement d'entreprises : le groupe a choisi de ne pas retraiter selon les dispositions prévues par les normes IFRS 3 les regroupements d'entreprises antérieurs au 01/01/2004 ;
- Ecart actuariels sur engagement de retraite : le groupe a décidé d'adopter l'option offerte par la norme IFRS 1 consistant à comptabiliser à la date de transition les écarts actuariels non encore constatés en contrepartie des capitaux propres. Cette application n'a donc pas d'impact de retraitement car la recommandation n° 03-R-01 du CNC a été appliquée dans les comptes consolidés 2004 présentés selon les dispositions du règlement 99-02 du CRC du 29 avril 1999 ;
- Evaluation de certains actifs incorporels/corporels à la juste valeur : le groupe Huis Clos n'a pas choisi d'utiliser l'option offerte par la norme IFRS1 et consistant à évaluer à la date de transition certaines immobilisations incorporelles et corporelles à la juste valeur.
- Instruments financiers : le groupe Huis Clos a choisi d'anticiper l'application des normes IAS 32 et 39 relatives aux instruments financiers pour l'exercice 2004.

Pour toutes les autres normes IFRS, le retraitement des valeurs d'entrée des actifs et des passifs au 01/01/2004 a été effectué de façon rétrospective comme si ces normes avaient toujours été appliquées.